

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE DCPAT-BAE N° 2025-411**

**portant sur le changement d'exploitant  
de la carrière à ciel ouvert de sables et graviers  
Société CAUP  
sur la commune de Gouts lieu-dit « Françoun »**

**Le Préfet des Landes**

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 512-5, L. 516-1, L. 516-2, R. 181-47, R. 512-68 et R. 516-1 ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- VU** le décret du 26 mars 2025 portant nomination de Monsieur Gilles CLAVREUL, préfet des Landes ;
- VU** l'arrêté préfectoral DAECL/2016/n°9 du 7 janvier 2016 autorisant la société Société Nouvelle des Gravières de Gouts (SNGG) à exploiter sur la commune de Gouts au lieu-dit « Françoun » une carrière à ciel ouvert de sables et graviers ;
- VU** l'arrêté préfectoral DAECL/2016/n°164 du 22 avril 2016 rectifiant l'arrêté préfectoral DAECL/2016/n°9 du 7 janvier 2016 susvisé ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire DCPAT-BDLIT n°2021-593 du 21 septembre 2021 complétant les prescriptions relatives au suivi des retombées de poussières de l'arrêté préfectoral DAECL/2016/n°9 du 7 janvier 2016 susvisé ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire DCPAT-BAE n°2023-658 du 15 novembre 2023 complétant les prescriptions relatives aux aménagements de sécurité de la route départementale RD18 de l'arrêté préfectoral DAECL/2016/n°9 du 7 janvier 2016 susvisé ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2025-15-SG du 22 avril 2025 portant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, secrétaire générale de la préfecture des Landes ;
- VU** la demande de changement d'exploitant datée du 24 mars 2025, introduite par le directeur de la société CAUP, également directeur de la société Société Nouvelle des Gravières de Gouts (SNGG) sollicitant le transfert de l'exploitation de la carrière au profit de la société CAUP ;
- VU** l'acte de cautionnement solidaire fourni par l'exploitant et établi suivant le modèle prévu par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé, valable du 30 avril 2025 au 22 avril 2026 ;
- VU** le rapport du 17 juin 2025 de l'inspection des installations classées ;
- VU** l'avis du demandeur en date du 17 juin 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que la demande de changement d'exploitant s'effectue dans le cadre de la cession de fonds de commerce de la société CAUP entre la société Holding ETCHART et la société Holding ROY, à date d'effet du 30 avril 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que le cessionnaire, en la personne de la société CAUP, dispose des capacités techniques et financières requises ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation de changement d'exploitation sont réunies ;

**SUR** proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Landes ;

## ARRÊTE

### Article premier :

La société CAUP est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions techniques édictées par l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2016 susvisé et par les arrêtés complémentaires associés, à poursuivre l'exploitation des différentes installations concernées par lesdits arrêtés et sises sur la commune de Gouts.

### Article 2

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### Article 3 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Gouts et pourra y être consultée ;
- 2° Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie de Gouts pendant une durée minimum d'un mois ; le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Gouts.
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Landes pendant une durée minimale de quatre mois.

### Article 4 : Exécution – ampliation

La secrétaire générale de la préfecture des Landes, le maire de Gouts, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société CAUP.

Mont-de-Marsan, le

08 JUIL. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,

  
Stéphanie MONTEUIL

### Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Pau :

- 1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente autorisation peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).